

d'abord pour cible des commerçants fulani et malinka et en assassine plus de 100 pendant ses deux premiers mois d'opérations. Il s'en prend aussi aux marchands libanais et en fait décapiter cinq dans le district de Bo. Ces atrocités ne provoquent pas la scission ethnique, mais elles alarment la population civile et occasionnent des déplacements rapides et considérables de personnes. Pris de panique, le président Momoh s'empresse de doubler les effectifs de l'armée, qui passent de 3 000 à près de 6 000 hommes, en recrutant la plupart de ses nouvelles troupes parmi les vagabonds de Freetown – les « chômeurs ... ruraux, un bon nombre de voyous, de toxicomanes et de voleurs » – comme le dit plus tard son ministre des Affaires étrangères de l'époque. La situation, déjà embrouillée, devient encore plus confuse lors de la création, en Sierra Leone, du Mouvement uni de libération pour la démocratie (ULIMO), une coalition de Libériens opposés à Taylor qui, avec l'aide du gouvernement sierra-léonais (GOSL), s'attaque d'abord à la fois au RUF et au NPFL de Taylor.

À cause de la corruption et de la mauvaise administration, les troupes sierra-léonaises envoyées au front sont nettement sous-payées et démoralisées. En avril 1992, un groupe en provenance du front de l'Est se rend à Freetown pour protester contre cette situation. En moins d'une journée, la mutinerie se transforme en coup d'État et Joseph Momoh s'enfuit en Guinée. Une junte militaire, le Conseil national de gouvernement provisoire (NPRC), est formée sous la présidence du capitaine Valentine Strasser, un officier âgé de 29 ans qui est responsable de la solde.

Le régime NPRC : 1992-1996

Au début, le NPRC jouit d'une énorme popularité, surtout parmi les jeunes Sierra-Léonais. Les dirigeants eux-mêmes sont jeunes et un grand nombre d'entre eux ont grandi dans les taudis de Freetown. Les jeunes de Freetown lancent une campagne bénévole de nettoyage et d'embellissement, et une nouvelle force de « jeunes volontaires » est recrutée pour poursuivre la guerre. Beaucoup de nouveaux arrivants ne sont toutefois pas des volontaires et, selon une estimation, il y aurait plus de mille enfants soldats âgés de moins de 15 ans en 1993. Le NPRC en vient rapidement à ressembler au régime qu'il a évincé.

En 1992 et 1993, le destin du RUF fluctue entre les succès et les revers. De temps à autre, les troupes du RUF envahissent les régions diamantifères, sont repoussées et reprennent possession du territoire. Les civils que le gouvernement accuse de collaboration sont arrêtés et certains sont exécutés. Mais la punition infligée pour avoir refusé de collaborer avec le RUF est aussi grave, voire plus cruelle. Les deux principales cartes de visite du RUF sont les civils morts et les centaines et peut-être les milliers de civils survivant à l'amputation grossière de leurs mains, de leurs pieds, de leurs oreilles ou de leurs organes génitaux. Ces victimes servent d'avertissements vivants et constants à tous ceux et celles qu'ils rencontrent, et la rumeur d'une attaque imminente du RUF suffit à vider entièrement des villes et des villages de leur population.

Toute force qui peut pénétrer dans les régions diamantifères a également accès aux diamants, et il est probable que toutes les parties aient occasionnellement tiré profit des ressources disponibles. On ignore de plus en plus qui est responsable de telle embuscade, ou d'avoir fait courir tel bruit